

## CE MONDE QUI BOUGE

Turquie, après le «drôle»  
coup d'Etat,  
où s'arrêtera la purge ?

Revigoré par l'échec du coup d'Etat, le président Erdogan qui se voit en sauveur de la démocratie, reste sourd aux appels de ses alliés occidentaux, Washington en tête, à calmer le jeu. En effet, les purges continuent. Mardi, ce sont 15 000 fonctionnaires de l'éducation nationale qui ont été suspendus. Les autorités ont demandé à 1 577 recteurs et doyens d'universités de démissionner. Cette purge s'ajoute aux 6038 militaires arrêtés dont 34 généraux. Parmi eux, Adem Huduti, commandant en chef de la deuxième armée, le général Erdal Öztürk, commandant du troisième corps d'armée (basé à Istanbul), et le général Bekir Ercan Van commandant de la base d'Incirlik (sud), utilisée par la coalition internationale conduite par Washington pour ses raids en Syrie. Mais aussi un assistant militaire d'Erdogan, le lieutenant-colonel Erkan Kivrak, membre de l'armée de l'air. Au sein de la justice, on compte près de 1 500 magistrats interpellés ou limogés. Dans les services de sécurité, plus de 4 500 policiers et 614 gendarmes ont été virés. Et le chef de l'Etat turc ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : prochaine cible les médias proches du prédicateur Fethullah Gulen. Ce putsch raté pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses. A lire ce que rapporte la journaliste turque Nur Dolay, dont l'article a été publié par *Mediapart*, ce coup d'Etat semble relever du gag. Qu'on en juge. Hormis la télévision publique TRT où dans un communiqué un groupe d'officiers annonçait que l'armée avait pris le pouvoir, les autres chaînes de télé – plus d'une centaine – n'ont pas arrêté leurs programmes de divertissement. Les putschistes n'ont même pas pris le contrôle des communications. Messagerie électronique et réseaux sociaux – Facebook, Twitter,... – fonctionnaient normalement. Et plus étonnant encore, assure la journaliste, les jeunes militaires envoyés par les putschistes pour arrêter plusieurs hauts gradés de l'armée qui assistaient «au mariage de la fille d'un de leurs collègues» dans une salle des fêtes à Istanbul, ne savaient pas qui il fallait menotter «puisque personne ne portait l'uniforme» ! On apprend également que l'un des généraux mutins serait le frère d'un dirigeant de l'AKP (Parti de la justice et du développement)...

Autre surprise, ces avions de combat F-16 accompagnés d'un avion ravitailleur, partis de la base d'Incirlik, volant tranquillement durant deux heures vers Ankara ! «Personne ne s'y est opposé ni n'a demandé quoi que ce soit dans cette base de première importance» écrit la journaliste. Aucune autre base militaire n'a bougé ni reçu «un ordre quelconque pour intercepter les avions de la mutinerie»...

«Pendant tout ce temps», nous dit Nur Dolay, la plus grande armée de l'Otan (après celle des Etats-Unis) semble complètement endormie ou dans l'incapacité totale d'une riposte quelconque contre les acteurs de la «tentative du coup d'Etat», alors que toutes les mosquées du pays se sont organisées instantanément pour appeler le peuple, du haut de leurs minarets, à sortir dans la rue et à résister aux putschistes.» En résumé, pour cette journaliste turque, ce «drôle de coup d'Etat» sent le coup fourré. Peut-être...

Toujours est-il que, maintenant que l'armée a été mise au pas et que la justice est en voie de rentrer dans les rangs, dans cette Turquie, dirigée autrefois, selon Eric Rouleau, par «un triumvirat composé par l'armée, le grand capital et la grande bureaucratie» que les Turcs dénommaient le «gouvernement profond», l'AKP semble être seul aux commandes de l'Etat.

Ce putsch raté, un «don du ciel» (dixit Bayram Balci chercheur au Ceri Sciences Po de Paris) va peut-être doper l'ambition de Tayyip Erdogan. Reste toutefois que le pays, via son armée, en sort politiquement fragilisé. Car l'armée turque, on ne le dit pas souvent, est aussi une puissance industrielle et financière. Elle l'est à travers l'OYAK, un holding militaro-industriel coiffant une trentaine ou plus d'entreprises (industries automobiles, agro-alimentaire, travaux publics...) et via l'OYAK Bank elle possède l'une des plus grandes institutions financières du pays. Elle l'est également via la Fondation pour le renforcement des forces armées, le TSKGV, qui chapeaute des dizaines d'entreprises de production d'armement allant de la conception à la fabrication de systèmes électroniques militaires, de la fabrication sous licence de chasseurs-bombardiers F-16 à la fabrication de l'armement classique (armes lourdes et légères, chars et blindés, transport de troupes...). Ces deux organismes, dont le chiffre d'affaires s'élève à plusieurs dizaines de milliards de dollars, emploient plusieurs dizaines de milliers de salariés<sup>(1)</sup>.

Qu'une armée aussi importante, louée pour sa solidité et son professionnalisme, ait été ébranlée de l'intérieur comme une vulgaire armée d'une république bananière, voilà un sujet d'inquiétude pour les partenaires de la Turquie au sein de l'OTAN. Et ce, dans un contexte régional tendu et au moment où l'Alliance atlantique montre ses muscles face à la Russie.

H. Z.

1) H. Z. in l'*Humanité* du 20 juillet 2007.Hassane Zerrouky  
hzerrouky@hotmail.comLE MAROC VEUT RÉINTÉGRER L'UNION  
AFRICAINES

## Les explications de l'Algérie

**Le ministre des Affaires maghrébines a fait publiquement connaître la position de l'Algérie au sujet de la volonté marocaine de réintégrer l'UA. Selon lui, un retour au sein de l'organisation africaine est impossible s'il est précédé de conditions.**

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Invité à l'émission spéciale de la Chaîne III, M. Abdelkader Messahel a déclaré, hier, qu'«un pays ne peut demander son adhésion à l'UA avec des conditions».

Parmi ces conditions, il a évoqué «la suspension de la République sahraouie démocratique (Rasd)», précisant que «l'acte constitutif de l'Union africaine ne parle à aucun moment de cela». Il ajoute «L'UA a des critères (...) Il y a adhésion d'un Etat, et non pas retour. Lorsqu'on adhère à une organisation, on le fait sur la base des principes et des fondements de cette organisation».

Tout Etat africain peut demander son adhésion, mais elle doit se faire selon les critères bien établis par l'acte constitutif lui-même. Il stipule que ce pays qui veut adhérer à l'Union africaine doit faire une demande remise et notifiée au président de la commission de l'UA ; elle est ensuite distribuée à tous les Etats membres. Si cette demande reçoit l'accord de 28 pays membres (majorité simple) il est admis mais sans conditions (...) Il n'y a pas de suspension, de gel ni de retrait. La suspension ne se fait que s'il y a un changement anticonstitutionnel dans un pays». Ce qui n'est pas le cas à l'évidence.

Le 12 novembre 1984, le Maroc avait souverainement pris la décision

de se retirer de l'OUA lors du 20<sup>e</sup> sommet de l'Organisation pour protester contre l'admission de la RASD. La délégation marocaine, alors conduite par Ahmed Guédira, le conseiller de Hassan II, a lu un message où il faisait des adieux au nom de son roi «en attendant des jours plus sages». Cette décision, il faut le dire, avait provoqué une véritable scission au sein de l'OUA, mais les années qui ont suivi ont enregistré un grand changement puisqu'une trentaine de pays africains solidaires avec l'initiative marocaine ont revus leur position à l'égard de la RASD.

Trente ans après, Mohamed VI décide de revenir sur la décision de son père en exprimant sa volonté de réintégrer l'Union africaine. Le roi, décontenancé par le retour de choc de ses positions jugées trop intransigeantes à l'égard d'un dossier aussi épineux que celui du Sahara occidental veut laisser entrevoir un changement de cap. Malmené par l'Union européenne en procès depuis 48 heures contre le Maroc pour l'annulation de l'accord agricole qui le lie au Maroc (en raison de l'exploitation des ressources en provenance des territoires sahraouis occupés) Mohammed VI a visiblement décidé d'effacer au plus vite l'image qu'il a donné de lui en faisant part de sa volonté de se ranger dans le cadre de la légalité

internationale et continentale. Pour ce, il a lancé il y a quelques jours une grande offensive diplomatique en Afrique pour tenter de réintégrer l'Union africaine. Il a également adressé une lettre au président en exercice de l'UA, M. Idriss Deby, dans laquelle il fait part de la «perspective résolue et sans équivoque (du Maroc) de regagner sa famille institutionnelle». Il se dit «confiant dans la sagesse de l'UA pour rétablir la légalité et corriger les erreurs de parcours».

Le conseiller du roi et tout le staff dirigeant de son ministère des Affaires étrangères ont été récemment dépêchés aux quatre coins du continent africain pour faire aboutir cette volonté. L'Algérie a elle aussi reçu, comme on le sait, une visite d'émissaires. Interrogé sur une éventuelle demande à l'Algérie d'un soutien marocain à une adhésion à l'UA lors de cette visite, M. Abdelkader Messahel a simplement indiqué que l'envoyé spécial était porteur d'un message du roi du Maroc au président de la République ayant trait aux relations bilatérales et à la situation dans la région.

En revanche, le ministre chargé des Affaires maghrébines a fait connaître officiellement la position de l'Algérie vis-à-vis de la volonté marocaine d'intégrer l'UA.

Les clarifications les plus importantes et les plus urgentes sont cependant attendues du côté marocain, du moment que ce pays a toujours conditionné son retour au sein de l'Union africaine au retrait de la RASD. Jusqu'où ira Mohammed VI ?

A. C.

## ANNABA

Un décès et cinq blessés  
dans un incendie

**Une femme âgée de 35 ans est décédée mardi suite à des brûlures de troisième degré lors d'un incendie qui s'est déclaré mardi vers 20h15 dans une demeure vétuste au vieux quartier El M'haffeur (Annaba) où une opération de relogement de 411 familles se poursuit depuis six jours.**

Quatre autres femmes et un enfant de 3 ans ont été brûlés sur plusieurs parties du corps mais leurs jours ne sont plus en danger.

Les six brûlés ont été évacués vers l'hôpital Ibn Sina par les éléments de la Protection civile. Malheureusement la femme, gravement atteinte, a succombé à ses blessures alors que les cinq autres personnes (dont l'enfant), brûlées

à divers degrés, sont prises en charge par les médecins du service des grands brûlés de cet établissement hospitalier. Une personne âgée de 30 ans, suspectée d'avoir provoqué cet incendie a été arrêtée et devait être présentée à la justice dès la fin de l'enquête.

Des habitants de ce quartier n'ayant pas bénéficié de logement lors de cette opération destinée à éradiquer des logements indécents de ce quartier datant de l'époque coloniale ont exprimé leur mécontentement.

Des échauffourées les ont opposés aux policiers deux jours de suite, mais les promesses qui leur ont été faites par les responsables chargés de l'opération de relogement d'étudier leurs requêtes ainsi que la prise en main de la situation par les hommes de loi, présents en force sur les lieux, ont permis le retour au calme ce dernier mercredi.

A. Bouacha

## MISSION MÉDICALE DU HADJ

## Les dernières orientations

**La mission médicale du hadj est fin prête. Ses membres ont reçu hier les dernières orientations et instructions pour la bonne prise en charge sanitaire des futurs pèlerins.**

Les 115 médecins, infirmiers et pharmaciens qui accompagneront les hadjis cette année ont reçu hier les dernières orientations de la part des responsables du ministère de la Santé lors d'une journée d'information.

Le personnel qui partira pour la première fois aux Lieux Saints de l'islam a eu une présentation sur l'état des lieux et des conseils pour mener à

bien sa mission. Que faut-il faire ? «S'armer de patience, de beaucoup de patience avant tout», recommande le docteur Hamana, chef de la mission médicale chargé de la direction du hadj au ministère de la Santé.

Ce personnel médical sera confronté à des pèlerins dont plus de 80% sont des personnes âgées de plus de 50 ans, le pic est entre 60 et 69 ans et le tiers est âgé entre 60 et 79 ans.

Une tranche qui risque de souffrir notamment de pathologies respiratoires, digestives, de problèmes cardiaques ou d'hypertension et de diabète.

Cette population âgée risque aussi de souffrir d'insolation, de fatigue, de

stress et d'anxiété. Selon les intervenants, 60% des consultations sont liées à des affections respiratoires aiguës mais dont l'origine est virale dans plus de 90% des cas, 9% ont des problèmes gastriques ou cardiaques et entre 3 à 4% liés au diabète.

La prescription des antibiotiques pour soulager les problèmes respiratoires est abusive, ont relevé les médecins qui ont recommandé aux membres de la mission de limiter cette prescription et celle des corticoïdes.

Les spécialistes recommandent aussi aux pèlerins de porter des masques, d'éviter les courants froids et de se laver les mains fréquemment.

S. A.